

—Honduras



Au Honduras, l'ONG Arcoiris défend les droits des personnes LGBTI (lesbiennes, gays, bi, transsexuelles et intersexes). En octobre, son coordinateur général, Donny Reyes, était de passage en France pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur la situation de cette communauté dans son pays et les risques que prennent ceux qui la défendent.

« L'HOMOSEXUALITÉ RESTE CONSIDÉRÉE COMME UNE MALADIE CONTAGIEUSE »



Propos recueillis par **CAMILLE BOSSÉ** Brigades de paix internationales (PBI)

Dans quelle situation se trouve aujourd'hui le Honduras ?

DONNY REYES : À l'heure actuelle, le Honduras est le pays le plus dangereux au monde, avec un taux de 68 homicides pour 100 000 habitants. La situation s'est gravement détériorée depuis le coup d'État de 2009, puis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président Juan Hernandez, en 2012. Ce dernier a créé un nouveau conseil de défense et de sécurité qui réunit les forces armées, les pouvoirs judiciaire et législatif. Il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Depuis le mois d'avril dernier, de nombreux scandales de corruption ont vu le jour, dans la droite lignée de ce qui s'est passé au Guatemala voisin. Des comités d'Indignés ont alors vu le jour et, chaque vendredi, des manifestations sont organisées contre la corruption, demandant la démission du président et la mise en place d'une commission contre l'impunité, sur le modèle de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG)¹.

Qu'en est-il des droits de la communauté LGBTI ?

D.R. : La situation est très difficile. L'homosexualité reste considérée comme une maladie contagieuse. La prostitution est également très forte au sein de la communauté LGBTI. En raison du rejet social qu'ils subissent, ses membres se retrouvent souvent dans l'impossibilité de faire un autre travail. En prison, les personnes LGBTI sont enfermées dans un quartier surnommé « l'île », avec



(DR)

les malades mentaux, les tuberculeux, les séropositifs... La communauté se sent abandonnée par le gouvernement et les institutions. Malgré un discours plus ouvert du Pape François, l'Église hondurienne reste très traditionaliste et, tout comme les médias, elle incite réellement à la haine. Ces cinq dernières années, on dénombre plus de deux cents crimes de haine à l'encontre de personnes LGBTI, dont 97 % restent impunis.

Existe-t-il des lois qui protègent cette communauté ?

D.R. : Suite à l'Examen périodique universel des Nations unies, en 2010, le code pénal hondurien s'était enrichi d'une loi condamnant la discrimination mais, hélas, cette loi, soutenue par l'Union européenne, a disparu du nouveau code hondurien. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, on a également créé un délit d'usurpation d'identité qui menace l'existence des transsexuels. On observe le même recul concernant l'avortement : désormais cinq clauses interdisent l'IVG, contre seulement deux auparavant. Alors que les droits des LGBTI avancent un peu partout dans le monde, y compris en Amérique latine, ils régressent chez nous. Par exemple, en 2005, au moment où l'Espagne votait la loi sur le mariage pour tous, le mariage entre personnes du même sexe était interdit par la Constitution hondurienne. On a également observé au cours de cette période une recrudescence des crimes et des menaces à notre encontre.



(DR)

Depuis 2015, Donny Reyes est accompagné par les Brigades de paix internationales.

Quelles actions mène Arcoiris ?

D.R. : Arcoiris est une organisation de défense des droits LGBTI née en 2003. Nous sommes environ six cents adhérents, dont une trentaine est présente chaque jour dans la maison d'Arcoiris. Les membres sont plutôt de condition modeste, en effet les personnes de classe moyenne ou aisées assument plus difficilement leur homosexualité au Honduras. Nous menons des actions de sensibilisation, nous documentons la situation des droits des LGBTI. Mais Arcoiris est avant tout un foyer qui permet aux personnes LGBTI d'être enfin elles-mêmes, de ne pas avoir à se cacher. Dans ce refuge, on danse, on joue, on rencontre son ou sa petite amie, on a le droit d'être soi-même. À l'extérieur, il faut toujours cacher ce que l'on est.

Est-il difficile de défendre les droits LGBTI au Honduras ?

D.R. : C'est un combat très dangereux. Ces deux derniers mois, trois défenseurs des droits LGBTI ont été assassinés, dont Ángel Ezequiel Midence, qui était la coordinatrice transsexuelle d'Arcoiris. Elle avait 26 ans. Ces assassinats ont un impact émotionnel très fort sur nous. À un moment donné de leur vie, tous les directeurs d'Arcoiris ont dû s'exiler en raison des menaces qu'ils recevaient. Il existe une loi de protection des défenseurs des droits humains. Le problème est que c'est la police qui est chargée de l'appliquer, alors qu'elle est responsable de 70 % des violations des droits humains sur les personnes LGBTI. Pendant une période, l'un des

« DANS LES PRISONS, LA POPULATION LGBTI EST ENFERMÉE DANS UN QUARTIER SURNOMMÉ « L'ÎLE », AVEC LES MALADES MENTAUX, LES TUBERCULEUX, LES SÉROPOSITIFS... »

policiers en charge de protéger les locaux d'Arcoiris était lui-même coupable d'agressions contre des personnes de la maison. Nous ne faisons donc pas confiance au mécanisme de protection de l'État et nous en remettons aux Brigades de paix internationales (PBI). En proposant un accompagnement international, elles offrent un mécanisme alternatif de protection. Elles nous apportent une présence humaine, un soutien à nos côtés, la sensation que l'on n'est plus seul, que des gens s'intéressent à nous. Ce soutien n'a pas de prix. Leur présence attire l'attention et crée une forme de protection.

Qu'est-ce qui vous motive pour continuer ce combat ?

D.R. : Mille raisons. J'ai connu tout ce que l'on pouvait connaître de pire : le rejet de ma famille, l'exil aux États-Unis, puis en Allemagne, nombre d'attaques, des abus sexuels, de la prison, des intimidations... J'ai beaucoup souffert et je n'ai plus rien à perdre. Ces souffrances m'ont renforcé et donner l'envie de me battre. L'exil est une option mais, si tout le monde fuit le pays, que laisse-t-on au final ?

¹ Créée en 2006 par un accord signé entre le Guatemala et les Nations unies, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) assiste les autorités guatémaltèques dans leurs enquêtes sur les cas de corruption, de trafic de drogues ou d'exécutions extrajudiciaires. Le 3 septembre dernier, elle a permis l'arrestation du président Otto Perez Molina pour corruption.

CONTACT

Brigades de paix internationales (PBI) envoie des équipes de volontaires sur les zones de conflits pour offrir un accompagnement protecteur aux défenseurs des droits humains menacés par la violence politique dans leur vie et leurs activités. Elle accompagne Arcoiris depuis 2015.

PBI France - 21ter, rue Voltaire - 75011 Paris

www.pbi-france.org